RAPPORT ANNUEL 2024

GREA

GROUPEMENT ROMAND D'ETUDES DES ADDICTIONS

SOMMAIRE

03 MOT DU PRÉSIDENT

04 MOT DES CO-SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX

06 PLATEFORMES

Plateforme Adolescent·e·s

Plateforme Alcool

Plateforme Fonctions dirigeantes

Plateforme Genres et sexualités

Plateforme Travail Social Hors Mur

Plateforme Jeu

Plateforme Nightlife

Plateforme Prévention

Plateforme Prison

Plateforme Réduction des risques

Plateforme Handicaps

Plateforme Santé

Plateforme Usagères et usagers

12 FORMATION

Formations GREA 2024

Interventions dans des cursus de formation

Formations sur mesure

Recovery College Addictions

16 RECHERCHE

Bonnes pratiques en matière de collaboration entre les domaines de la justice et des addictions en Suisse: état des lieux

Trajectoire des paris sportifs

Addiction et précarité financière

Marketing digital des paris sportifs

CIPPAL - Marketing Suisse

19 PRÉVENTION ET RÉDUCTION DES RISQUES

Dry January

Journée alcool

Intervention précoce

Outils Stop Alcool, Cannabis et Jeu

Portail en ligne Station A

Groupe d'experts «Cyberaddiction»

Projet Innobooster

23 COORDINATION

Projet collaboration hospitalière

Journée justice et addictions

Journée CoRoMA-GREA : « Médicaments sous contrôle : quand le droit s'emmêle »

Journées romandes addictions : 4ème Sommet international francophone et 60 ans du GREA

Journée sur la collaboration entre les domaines des addictions et de la sécurité

Rencontre intercantonale latine – RIL

Coordination internationale

CRIAD : Coordination romande des institutions et organisations œuvrant dans le domaine des addictions

FORDD : Fédération romande des organismes de formation dans le domaine des dépendances

PILDJ : Programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu

29 COMMUNICATION ET PUBLICATIONS

Guide de recommandations pour la couverture médiatique des personnes avec des problématiques d'addiction

Manifeste de Lausanne

Collaboration dans les domaines de la justice et des addictions : rapport de synthèse et pistes d'action

Collaboration dans le domaine des addictions et de la sécurité: synthèse et recommandations

Reve Dépendances

Revue « Addiction(s) : Recherches et Pratiques »

Le GREA dans les médias

Les articles publiés par le GREA

Communiqués de presse

33 POLITIQUE

Alcool

Cannabis

Cocaïne et stimulants

Opioïdes

Jeux de hasard et d'argent

Jeux vidéo

Nicotine

Psychédéliques

37 ASSOCIATION

Les membres

Le comité

Le secrétariat

Civilistes et stagiaires

39 RAPPORT FINANCIER

MOT DU PRÉSIDENT

Chères et chers membres du GREA,

L'année 2024 restera une année marquante dans l'histoire du GREA avec ses 60 ans d'existence. Ce fut l'occasion de marquer un temps d'arrêt à travers un magnifique sommet organisé en novembre. Un tel anniversaire invite à la célébration, bien sûr, mais aussi et surtout à la réflexion. Soixante ans, c'est le témoignage d'un engagement constant de nombreuses personnes pour des politiques addictions fondées sur les droits humains, les connaissances scientifiques et la recherche de justice sociale. C'est aussi la preuve que notre action répond à un besoin structurel de notre société : celui de penser l'accompagnement des personnes dans leur complexité, avec respect, cohérence et solidarité.

Cet anniversaire s'est déroulé dans un contexte troublé. Les tensions sociales s'exacerbent, les inégalités se creusent, et la montée du néolibéralisme remet profondément en question les fondements de l'État. Le recentrage sur la responsabilité individuelle, la logique de performance et la réduction des moyens alloués aux politiques publiques fragilisent les plus vulnérables. Dans un tel climat, les valeurs portées par le GREA sont plus que jamais nécessaires.

Loin de céder au fatalisme, le GREA a continué, en 2024, à incarner une force de proposition et de cohésion. Fidèle à son approche globale, il a renforcé les liens entre les champs des addictions, de la santé mentale et de la précarité. Il a su faire entendre une voix claire et exigeante dans les débats publics. Cette capacité à faire le lien, à créer du sens collectif, constitue un point précieux à préserver.

L'anniversaire du GREA a aussi été l'occasion de saluer toutes celles et ceux qui ont contribué à son histoire. Leur engagement a permis à l'association de rester à la fois fidèle à ses fondements et capable d'évoluer avec son temps. Car si les enjeux changent, la mission du GREA reste inchangée : fédérer, outiller, et porter une parole forte, construite et engagée.

Je souhaite ici remercier sincèrement les membres du comité, les équipes du secrétariat et nos deux co-secrétaires généraux. Leur travail rigoureux, leur complémentarité et leur disponibilité permettent au GREA de rester une structure agile, pertinente et proactive. Je remercie aussi l'ensemble des membres de l'association qui, par leur participation active, nourrissent les débats et renforcent notre légitimité.

Alors que nous entrons dans une nouvelle décennie d'existence, le GREA continuera à défendre une vision solidaire de la société, à promouvoir des politiques publiques ambitieuses et à faire vivre le débat démocratique. Car face aux dérives actuelles, s'arrêter, penser ensemble et agir collectivement est une nécessité politique et éthique.

Thomas Urben

MOT DES CO-SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX

Chères et chers membres du GREA,
Chères et chers partenaires,

En 2024, le GREA a célébré ses 60 ans et organisé le Sommet francophone des professionnel·le·s des addictions. Un cap symbolique qui nous a donné l'occasion de jeter un regard rétrospectif sur notre parcours collectif mais aussi de réfléchir aux défis à venir. Ces journées romandes ont été un moment important, marqué par des échanges riches et une volonté partagée de laisser une trace. Ensemble, nous avons adopté le Manifeste de Lausanne, un plaidoyer pour des politiques drogues humanistes et solidaires. Nous vous invitons à retrouver les temps forts de cet anniversaire directement sur notre site internet et les nombreuses vidéos disponibles.

Cette année, un fil rouge a traversé nos réflexions et nos actions : celui de la thématique du visible et de l'invisible. Ce jeu de contrastes est au cœur des enjeux liés aux addictions. Certaines consommations, comme celles associées à des situations de grande précarité, sont souvent surexposées de manière stigmatisante. Les personnes qui consomment en rue, plus nombreuses et plus visibles depuis les débuts de la crise du crack, n'ont pas le choix de l'intimité et cristallisent souvent l'attention publique.

À l'inverse, certaines consommations problématiques sont invisibilisées parce qu'elles sont banalisées ou socialement tolérées. L'alcool, par exemple, échappe souvent à la critique tant qu'il circule dans les milieux insérés, même lorsqu'il devient source de souffrance. Le tabac, quant à lui, continue d'être massivement consommé, alors qu'il reste la substance qui cause le plus de décès. À noter que les substances illégales, notamment la cocaïne, sont consommées par beaucoup de personnes socialement insérées dans un cadre privé qui elles, peuvent s'épargner une forme de médiatisation stigmatisante.

Dans les débats publics, on observe un réflexe récurrent : faire des drogues ou des comportements addictifs des boucs émissaires, en détournant l'attention des véritables enjeux. Plutôt que d'interroger les causes profondes – les parcours de vie, les inégalités sociales, les mécanismes d'exclusion – on se focalise sur les produits, les gestes, les étiquettes.

Le champ des jeux d'argent illustre bien cette tension. Il s'est profondément transformé sous l'impulsion du numérique : accessibilité constante, hyperstimulation visuelle, algorithmes conçus pour maintenir l'engagement… Le modèle économique s'appuie sur les ressorts de l'addiction pour maximiser les profits. Mais l'influence est réciproque : les univers numériques et vidéo-ludiques eux-mêmes se sont appropriés les mécanismes des jeux de hasard pour capter l'attention, créer des habitudes et intensifier la dépendance comportementale. Cette économie de captation de l'attention nous interroge,

collectivement, sur la valeur marchande que ce système essaie d'attribuer à notre temps libre et nos loisirs, comme si chaque instant et chaque espace était voué à se monétiser.

Dans ce contexte, le rôle des professionnel·le·s des addictions ne peut se réduire à une approche strictement clinique et focalisée sur les individus. Il s'agit non seulement de ne pas stigmatiser, mais d'éclairer les rouages invisibles de ces dynamiques et de contribuer à une discussion collective, nécessairement politique, sur les modèles de société que nous construisons, les vulnérabilités que nous choisissons de protéger – ou d'ignorer – et les régulations à inventer.

Aujourd'hui, les prestations dans le domaine des addictions sont indispensables et pourtant sous pression : les demandes augmentent, les listes d'attente s'allongent, alors même que les problématiques restent fortement stigmatisées. Les professionnel·le·s ont besoin, à court terme, de moyens supplémentaires pour faire face à l'urgence. Mais à plus long terme, la pression ne pourra être relâchée que si un véritable travail collectif, sociétal et politique est mené afin de changer les conditions-cadres, les réglementations et les représentations sociales des consommations.

N'oublions pas que la Suisse reste, à bien des égards, dans une position privilégiée. Un regard chez nos voisins montre à quel point les contextes peuvent être plus tendus : flambée du coût de la vie, augmentation de la précarité, retour de politiques répressives et réduction des espaces de dialogue. Mais les problématiques que nous rencontrons ne s'arrêtent pas aux frontières. Les dynamiques d'exclusion, les bouleversements écologiques, économiques et géopolitiques, ou encore la montée des inégalités sont des enjeux partagés à l'échelle globale. Le trafic des drogues illégales prospère, symptôme de l'échec d'une prohibition complétement dépassée : la cocaïne est largement disponible, des dangereux opioïdes de synthèse génèrent des surdoses dès leurs arrivées sur un marché. Ces enjeux appellent à des réponses rationnelles, solidaires et coordonnées. Dans ce contexte, les professionnel·le·s des addictions ont un rôle précieux à jouer : celui de relier les expériences de terrain à une vision d'ensemble, et de contribuer à une lecture plus lucide et plus humaine des transformations en cours.

En 2024, le travail a été riche et les professionnel·le·s des addictions ont apporté leur pierre à l'édifice. Nous continuerons à maintenir et renforcer les liens avec nos membres et l'ensemble des acteur·rices suisses du domaine des addictions, à travers la Fédération des professionnel·le·s des addictions, ainsi qu'avec nos partenaires francophones et le réseau international de l'IDPC. Ensemble, faisons en sorte que ce qui compte vraiment ne soit plus invisible.

Camille Robert & Romain Bach

LES PLATEFORMES

PLATEFORMES

Les plateformes du GREA occupent une place importante dans le réseau des addictions en Suisse romande. Elles permettent aux professionnel·le·s d'échanger sur les pratiques de chacun ou de chacune, débattre de thèmes d'actualité ou tout simplement partager les questions et les doutes qui émaillent le quotidien. De ces plateformes naissent des relations professionnelles, des collaborations plus étroites et parfois des projets communs.

Les plateformes GREA en chiffre :
– Nombre de membres : **250**
– Nombre de séances en 2024 : **37**

Plateforme Adolescent·e·s
Fabrice Rosslet, GREA

La Plateforme Adolescent·e·s s'est réunie à deux reprises au cours de l'année pour le tour habituel des actualités des membres et deux présentations spécifiques. Lors de la première séance, le Parcours Horizon de la Fondation Tremplin à Fribourg a mis en lumière des enjeux socio-sanitaires, politiques et éthiques concernant l'accueil des mineur·e·s et l'approche de la réduction des risques (RdR) en milieu résidentiel. Des discussions ont porté sur les défis rencontrés dans l'accompagnement de ces mineur·e·s et d'un besoin de ressources pour garantir un encadrement adapté. La seconde séance a été consacrée à la campagne de sensibilisation « Know Your Choice » d'Infodrog, qui vise à informer les jeunes de 15 à 20 ans sur la consommation de substances psychoactives par le biais d'un site web interactif et une présence active sur les réseaux sociaux. Les membres ont échangé sur les défis liés à la communication auprès des jeunes.

Plateforme Alcool
Vanessa Redzepi, Croix-Bleue Romande

La Plateforme Alcool s'est réunie à quatre reprises au cours de l'année. Ces rencontres ont été constituées de tours de table des actualités et préoccupations des différents membres présents mais également d'échanges autour des actions nationales en matière de prévention alcool (Dry January – Semaine des enfants de parents avec une addiction – Journée Alcool). Une séance a pu avoir lieu en extra-muros, sur le site d'Addiction Jura à Delémont. La thématique de l'alcool en milieu professionnel a pu être abordée à cette occasion, donnant lieu à de riches échanges sur les pratiques actuelles. La PF Alcool a également pu faire des liens avec des outils ou des formations actuelles en matière d'addiction et d'alcool, tel que la formation Mes Choix ou encore Parentalité et addictions.

Plateforme Cannabis
Jonathan Chavanne, Addiction Suisse

La Plateforme Cannabis, lancée en 2024, a pour objectif principal de collecter et centraliser les connaissances actuelles sur la régulation du cannabis, ainsi que les expériences des professionnel·le·s de terrain. Elle vise également à faciliter l'échange autour des différents modèles de régulation testés dans les projets pilotes suisses et à analyser leurs impacts. Un autre objectif clé est de construire un argumentaire en faveur d'une réglementation non lucrative et protectrice des consommateurs·trices. Enfin, la Plateforme cherche à développer un réseau interprofessionnel d'expert·e·s pour aborder les questions liées à la consommation de cannabis. Trois rencontres ont déjà eu lieu en 2024 : la première en février a posé les bases du réseau, la deuxième à Lausanne a exploré les modèles de régulation, et la troisième en août a présenté « Joint the Game », une initiative visant à sensibiliser les jeunes. En 2025, la Plateforme sera particulièrement active, avec une consultation publique sur une loi fédérale et un débat probable au Parlement fin 2025 ou début 2026.

Plateforme Fonctions dirigeantes
Nicolas Cloux, Le Tremplin & Cédric Fazan, Le Relais

La plateforme a exploré trois thématiques clés en 2024. D'abord, l'insertion sociale des jeunes en rupture a soulevé des préoccupations sur l'adéquation des dispositifs d'accompagnement, en particulier pour les jeunes, souvent exclus des projets d'insertion généralistes. La discussion a souligné l'importance de maintenir des mesures spécialisées, pour éviter des coûts sociaux à moyen terme. Ensuite, le lien entre autonomie de gestion et mécanismes de financement publics a été analysé, mettant en évidence les effets des modèles, comme les contrats de prestations, les enveloppes budgétaires ou le financement avec garantie du déficit. Ces modèles réduisent la marge de manœuvre des directions, mais surtout la capacité des institutions à réagir aux besoins du terrain, avec des effets particulièrement contraignants lors des transitions brusques ou lorsqu'ils sont appliqués de manière rigide. Enfin, la capacité des institutions à répondre aux crises a été discutée. Les réflexions ont porté sur la nécessité d'un dialogue renforcé avec les financeurs, d'une clarification du rôle des conseils de fondation et des comités, de la reconnaissance de la surcharge de travail, et de conditions de travail attractives pour garantir la résilience des équipes et la pertinence de l'action sociale.

Plateforme Genres et sexualités
Florent Jouinot, Aide suisse contre le sida

En 2024, la plateforme s'est réunie trois fois. Après un tour de table des actualités et un point sur les projets (infra), un sujet a fait l'objet d'une présentation et d'une discussion. Florent Jouinot a abordé les enjeux relatifs au VIH, aux autres IST ainsi qu'aux hépatites virales (épidémiologie, programme national, recommandations, coûts et prise en charge). Loris D'Albenzio Allo a présenté les résultats de sa recherche « Chemstopia » sur les consommations sexualisées en Suisse romande et les besoins et attentes des personnes concernées. La troisième rencontre a permis de discuter des échanges sur les collaborations entre les plateformes pour favoriser les interactions et développer des projets communs (ex. guide terminologique). La Formation Sex & Drugs a été à nouveau proposée et le site internet sexndrugs.ch a été repris et mis à jour.

Plateforme Travail Social Hors Mur
Ana Belén Guinea, Ville de Genève

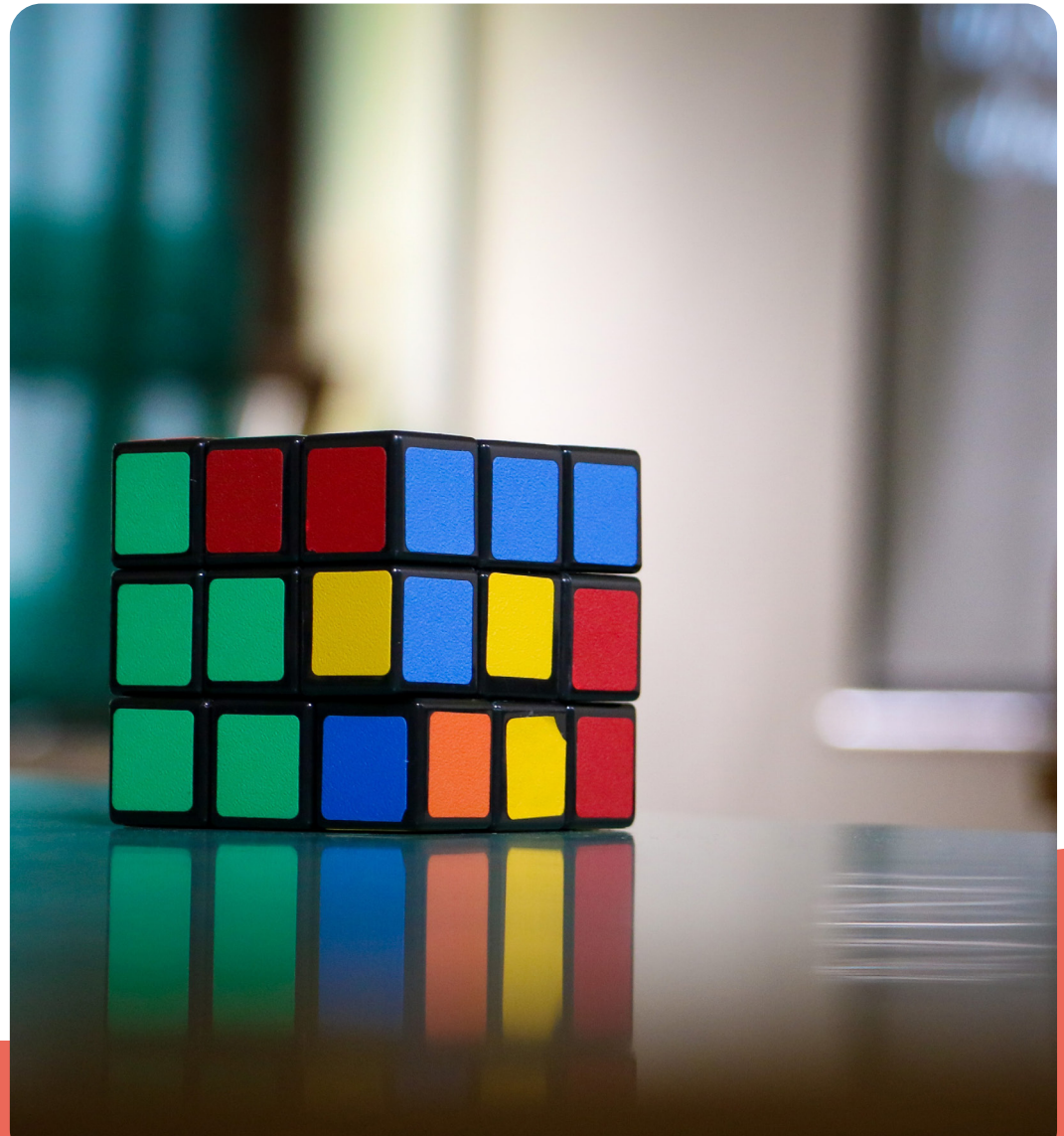
Pour cette année 2024, la plateforme latine du TSHM s'est réunie en trois occasions dans sa formule habituelle et une fois en collaboration avec la FAGASS (plateforme suisse alémanique).
Les quatre rencontres se sont axées autour de la découverte des différentes structures qui nous ont accueillies à chaque occasion, avec la présentation de l'un de leurs projets et accompagnée d'un moment d'échange de pratique. La première rencontre de l'année a eu lieu à Sierre en mars, où nous avons abordé le thème du harcèlement en milieu scolaire. La deuxième rencontre a eu lieu à Chavornay le 28 mai dans les locaux de l'Espace jeunesse et éducation : cette rencontre a permis d'échanger sur la collaboration avec la police. En septembre, nous avons organisée la rencontre nationale avec la FAGASS à Bienne, où nous avons travaillé sur la révision de la charte du travail social hors murs. Enfin, la PF s'est réunie à La Chaux-de-fonds en décembre. Nous avons été accueillis par la Fondation Carrefour qui nous a présenté ses structures ainsi que ses projets. Nous avons aussi discuté de la notion de libre adhésion et confidentialité dans notre métier.

Plateforme Jeu
Coralie Zumwald, Centre du jeu excessif, CHUV

Les rencontres de 2024 ont intégré notamment la présentation de deux recherches menées en Suisse romande sur la thématique de la publicité pour les jeux d'argent, la présentation d'une revue de la littérature scientifique sur l'efficacité des messages de prévention dans le domaine des jeux d'argent, ainsi que la présentation d'une offre émergeante de jeu d'argent, appelée « paris décentralisés ». Les rencontres ont également été l'occasion d'échanges sur les actualités des centres de prévention et de traitement dans les différents cantons. La plateforme a par ailleurs été sollicitée pour participer à une rencontre au sujet de la prévention avec une société de loterie. A cette occasion, les membres présents ont transmis leurs vives inquiétudes quant aux risques représentés par les offres de paris sportifs hybrides (mi-online, mi-terrestre), et leur demande de mesures de protection supplémentaires. La plateforme a également rédigé des courriers au régulateur des jeux de loterie et paris dans ce sens.

Plateforme Nightlife
Maeva Barria, Première Ligne & Eva Mercoli, Addiction Neuchâtel

Le 12 mars, au GREA, Jérémy Cros (Unisanté) a présenté les produits du tabac et de la nicotine, leurs risques et les mesures légales efficaces pour réduire leur consommation. L'après-midi, le Dr Ben Ahmed Hassouna (CHUV) a abordé les effets des substances sur la sexualité, la soumission chimique et le consentement. Une étude menée en 2023 au CHUV et aux HUG a montré que l'alcool est la substance la plus impliquée dans les agressions sexuelles en raison de son effet sur l'amnésie.
Le 3 décembre, les 12 membres de la plateforme ont fait un focus sur Fribourg en visitant Le Tremplin. Ils ont découvert l'espace de consommation contrôlée, le programme PrEP et un projet d'insertion par la production de bière. La journée a aussi inclus une présentation de la police fribourgeoise sur leur collaboration avec les organisateurs d'événements, ainsi qu'une intervention de REPER sur le travail de rue et la réduction des risques en milieu festif.



Plateforme Prévention
Valérie Wenger Pheulpin, Addiction Neuchâtel

La plateforme prévention réunit des participant·e·s de tous les cantons romands. Ses membres, bien qu'étant variablement familiers avec la thématique des addictions, sont toutes et tous à la recherche d'outils et de connaissances pour en prévenir les conséquences. La promotion de la qualité de vie et celle de l'exercice à la réflexivité apparaissent comme des ressources primordiales aux yeux des professionnel·le·s fréquentant la plateforme. Pour répondre à cette attente, les quatre séances de l'année se sont largement muées en autant de vitrines bien fournies. Sous les projecteurs en 2024 : le jeu de cartes ciao.ch, le Relatiomètre développé par Santé bernoise, le jeu sérieux « ça fait plaiz ! ? » d'Addiction Neuchâtel et la campagne « Pleure comme un homme » de l'association MINDS.

Plateforme Prison
Georges Gottignies, Le Levant, David Lembrée, Prison de Lonay et Françoise Genillod, FSP-Criminologue

En 2024, la PF Prison du GREA a poursuivi son concept itinérant en tenant ses rencontres dans des institutions hôtes, renforçant ainsi les échanges interdisciplinaires. La première rencontre a eu lieu en mars à la Fondation Bartimée qui a présenté son approche « 360° », combinant accompagnement social, éducatif, thérapeutique et professionnel. L'accent a été mis sur l'adaptabilité des prestations pour divers publics, notamment sous mesures pénales ou civiles. En juin, à la prison de Bellevue dans le canton de Neuchâtel, les participant·e·s ont pu découvrir, à la suite d'une visite, l'introduction de la vapoteuse en détention, initiative efficace pour réduire les risques liés au tabagisme. Enfin, en septembre au Service de médecine des addictions du CHUV, les discussions ont porté sur la continuité des soins entre prison et extérieur, via une collaboration étroite avec le Service de médecine et psychiatrie pénitentiaire. Le rôle clé du personnel infirmier a été souligné afin de faciliter la transition des personnes vers l'extérieur et leur orientation vers des prestations correspondant à leurs besoins.

Plateforme Réduction des risques
Thibaut Terrettaz, Le Relais

En 2024, les échanges ont porté sur les pratiques de RdR en hébergement d'urgence et résidentiel, variant entre interdiction de la consommation et encadrement (distribution de matériel de consommation, espaces dédiés aux consommations). Les structures intervenant dans les logements accompagnés auprès des personnes consommatrices actives rencontrent des défis en termes de sécurité, de salubrité et d'intervention. Le respect de l'autonomie reste au cœur des pratiques. La hausse de la consommation de kétamine a conduit à la diffusion de messages de RdR. En Valais, Addiction Valais a présenté ses actions, soulignant les défis topographiques dans l'accompagnement des personnes et la prévalence des addictions à l'alcool. Enfin, la naloxone n'est pas utilisée sur le terrain en raison notamment des risques liés aux réactions qu'elle provoque.

Plateforme Handicaps et addictions
Dominique Frassati, Cabinet Indépendant

En 2024, la PF Handicaps et Addictions du GREA a poursuivi son engagement en faveur d'une approche inclusive et interdisciplinaire, conforme aux principes de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CDPH). Lors d'une séance, la plateforme a exploré le Plan de Crise Conjoint (PCC), un outil visant à renforcer l'autodétermination des personnes en situation de handicap et/ou confrontées à des addictions. Les échanges ont mis en évidence des enjeux clés tels que l'accessibilité du PCC, la distinction entre situations de crise et d'urgence, ainsi que le rôle des curatrices et curateurs. Une attention spécifique a été portée à l'adaptation de l'outil aux besoins des personnes ayant des particularités neurodéveloppementales, notamment celles vivant avec un trouble du spectre

de l'autisme. Par ailleurs, la plateforme a abordé les problématiques liées au jeu excessif et aux comportements addictifs. Ces discussions ont souligné la nécessité d'une meilleure coordination entre les secteurs du handicap et des addictions, afin de garantir un accompagnement respectueux des droits et des besoins des personnes concernées.

Plateforme Santé
Carine Maillard, Fondation de Nant

L'année 2024 de la PF Santé est restée teintée par le regard infirmier, plus spécifiquement la question de la formation. En effet, le projet de « Recensement des initiatives de formations en addictologies HES santé-social Romandie », initié par la PF en 2023, a retenu toute l'attention du CoRoMA, qui fut invité à la première séance de l'année. De cette rencontre naît un projet commun se substituant au précédent : faire un état des lieux de ce qui serait souhaitable pour les professionnel·le·s des soins infirmiers en termes de formation de base et/ou de formation spécifique en matière d'addictologie. L'objectif de cette démarche étant de faire émerger des recommandations GREA-CoRoMA, issues de la PF, un groupe de travail a été activé afin de préparer et structurer les travaux d'une PF extra-muros consacrée à cette thématique. Cette PF s'est tenue sur une journée complète, sur le site du Jardin de Berges, à Sion. A cette occasion, un gros travail de réflexion a été fait sur les outils et compétences « transverses » à enseigner et/ou renforcer dans le cadre des différentes formations initiales et postgrades. Ce fut aussi l'occasion de réseauter dans la bonne humeur et de mieux connaître le travail d'Addiction Valais, notamment au travers de la visite du Jardin des Berges. La PF Santé est également depuis cette année (2024) une opportunité d'échanger, de réfléchir et de se soutenir autour de la présentation de cas pratiques et de situations cliniques rencontrés sur le terrain, amenés à tour de rôle par les membres de la PF.

Plateforme Usagères et usagers
Gaël Lehmann, SystemD et Ken Brunner, FMR

La plateforme usager·e·s a eu lieu à Entrée de Secours (EDS) à Nyon en novembre, permettant de découvrir l'équipe, les lieux et les prestations. L'équipe d'EDS a présenté ses activités, incluant des soins médicaux (bilans de santé, suivi méthadone), un accompagnement psychologique (soutien, suivi post-sevrage) et social (recherche d'emploi, logement). Les échanges ont porté sur les difficultés liées à la consommation de crack, avec plusieurs pistes explorées, telles que l'usage d'autres substances en substitution, la régulation et la prescription médicale de cocaïne, ou encore l'accès sécurisé au logement. La complexité des problématiques a conduit à la reconnaissance de la nécessité d'une approche multifactorielle pour répondre efficacement aux enjeux soulevés. Les activités artistiques ont été également reconnues pour leur valeur thérapeutique, permettant aux personnes de se détourner de la consommation tout en renforçant leur estime de soi et leur identité.

LES FOMATIONS

LES FORMATIONS

Le GREA est un acteur majeur des formations dans le domaine des addictions depuis plus de vingt ans. Il s'engage chaque année à offrir des programmes de qualité, en adéquation avec les besoins des professionnel·le·s de terrain et en partenariat avec la Confédération, les cantons et les institutions romandes. Ces formations ont pour but de renforcer les compétences des professionnel·le·s engagé·e·s dans ce domaine crucial. Nos formations, axées sur la pratique et favorisant l'interdisciplinarité, sont reconnues pour leur excellence et sont certifiées EduQua.

La Loi sur les stupéfiants (LStup) ne se limite pas aux mesures spécifiques des quatre piliers. Elle réglemente également des tâches transversales essentielles, telles que la coordination et le soutien des autres acteurs de la politique des drogues, notamment dans les domaines de la recherche, de la formation et de l'assurance qualité (art. 3k). La formation continue répond à une demande croissante de mise à jour des compétences face aux nouveaux défis émergents dans le secteur des addictions. L'évolution constante des pratiques et des substances, couplée à un important turnover du personnel – certains évoquant même une pénurie de professionnels qualifiés –, impose un investissement accru dans la formation continue. Malheureusement, les coupes budgétaires proposées par le Conseil fédéral vont réduire l'aide pour le futur, mais le GREA met toute son énergie afin de continuer de proposer des formations de qualité aux professionnel·le·s de terrain.

Le pôle formation du GREA joue un rôle central dans l'accompagnement et le développement des compétences des professionnel·le·s de terrain travaillant dans le domaine des addictions. Face à des enjeux en constante évolution, tels que l'émergence de nouvelles pratiques et problématiques, la formation continue est devenue une nécessité pour aider les professionnel·le·s dans leur quotidien. En 2024, le pôle formation du GREA a su répondre à cette demande croissante en diversifiant et en restructurant son offre de formation. En plus des outils classiques enseignés (Mes Choix, Entretien motivationnel, prise en charge des OD, etc.), chaque programme semestriel propose de nouvelles formations ou des ajustements dans des formations déjà existantes, afin de répondre aux besoins spécifiques du secteur. Parmi les nouvelles formations mises en place ces dernières années, on peut citer la formation sur la réduction des risques auprès des mineur·e·s, la formation sur la santé sexuelle et la consommation ou encore la formation sur la parentalité et l'addiction.

La formation GREA en chiffres

– Nombre d'étudiante·s au GREA en 2024 : **165**
– **34** jours de formations
– **12** formations sur mesure sur 27 journées dans les institutions publiques
– CAS interdisciplinaire en addiction : **26** diplômé·e·s

Formations GREA 2024

Printemps 2024

- Participation des usagers et des usagères : de la parole au partenariat – Jacques Ogi, Pascale Ferrari, Tania Zambrano Ovalle, David Tharin et Patricia Fontannaz
- Entretien motivationnel, Pascal Gache
- Réduction des risques auprès des mineurs : quelles responsabilités et quelle posture professionnelle ? David Perrin, Olivier Dousse, Maxime Mellina et Carole-Anne Baud
- Formation de base en addictions – Cédric Fazan, Graeme Horridge, Hervé Kuendig, Célestine Perrissinotto, Fabrice Rosselet et Gabriel Thorens.
- Mes Choix – Thierry Favrod-Coune et Fabienne Grondi-Giletti
- Parentalité et addictions : comprendre les spécificités pour mieux accompagner – Vanessa Redzepi, Victor Leroy et Nathalie Jacquard
- Prévention de la rechute basée sur la pleine conscience (MBRP) I et II – Kathrin Deléderray et Daniela Dunker Scheuner.

Automne 2024

- Grandir et vivre avec les écrans: outils pour accompagner les professionnel·le·s – Antoine Bays et Célestine Perissinotto
- Prise en charge des situations d'overdose et gestes de premiers secours - Formateurs et formatrices BLS-AED-SRC et spécialistes bas-seuil
- Participation des usagers et des usagères: de la parole au partenariat – Jacques Ogi, Pascale Ferrari, Tania Zambrano Ovalle, David Tharin et Mélanie Soares Dias
- Entretien motivationnel, Pascal Gache
- Santé sexuelle et consommations – Florent Jouinot, Caroline Jacot-Descombes, Karen De Trey, Sophie Perret, Niels Gadesaude et Ahmed Ben Hassouna
- Mes Choix Jeu – Jean-Marie Coste
- Vape, tabac et réduction des risques – Valentine Ballmer et Mélanie Tschanz
- Formation de base en addiction - Cédric Fazan, Graeme Horridge, Pascale Ferrari, Thomas Herquel, Hervé Kuendig, Célestine Perrissinotto, Fabrice Rosselet, Gabriel Thorens, Matthieu Weissbrodt, Tania Zambrano Ovalle, Maxime Mellina et Camille Robert.
- Formation In Media - Yaël Liebkind, Célestine Perissinotto

Interventions dans des cursus de formation

Le GREA est régulièrement invité à intervenir dans d'autres lieux de formation. Ces cours donnés par nos collaboratrices et collaborateurs permettent de transmettre les connaissances et les valeurs de notre association auprès des étudiant·e·s, futur·e·s professionnel·le·s des addictions, ainsi qu'auprès des professionnel·le·s du domaine addictions en formation continue.

Lieux de formation où le GREA est intervenu:

- École supérieure ARPIH, «Formation addictions»
- École ESSIL: «Prévention et Intervention précoce»
- Qualife: «Prévention alcool»
- Programme MAP HES-GE, «Addictions, intervention sociale et prévention: entre politiques et réalités, quels espaces de

réinsertion, quels accompagnements, quels partenariats, quels projets et comment agir ? »

- CAS santé communautaire HES-GE : « IP et prévention »
- Association Les Traversées, canton de Fribourg, formation « Rétablissement en santé mentale et addictions »

Formations sur mesure

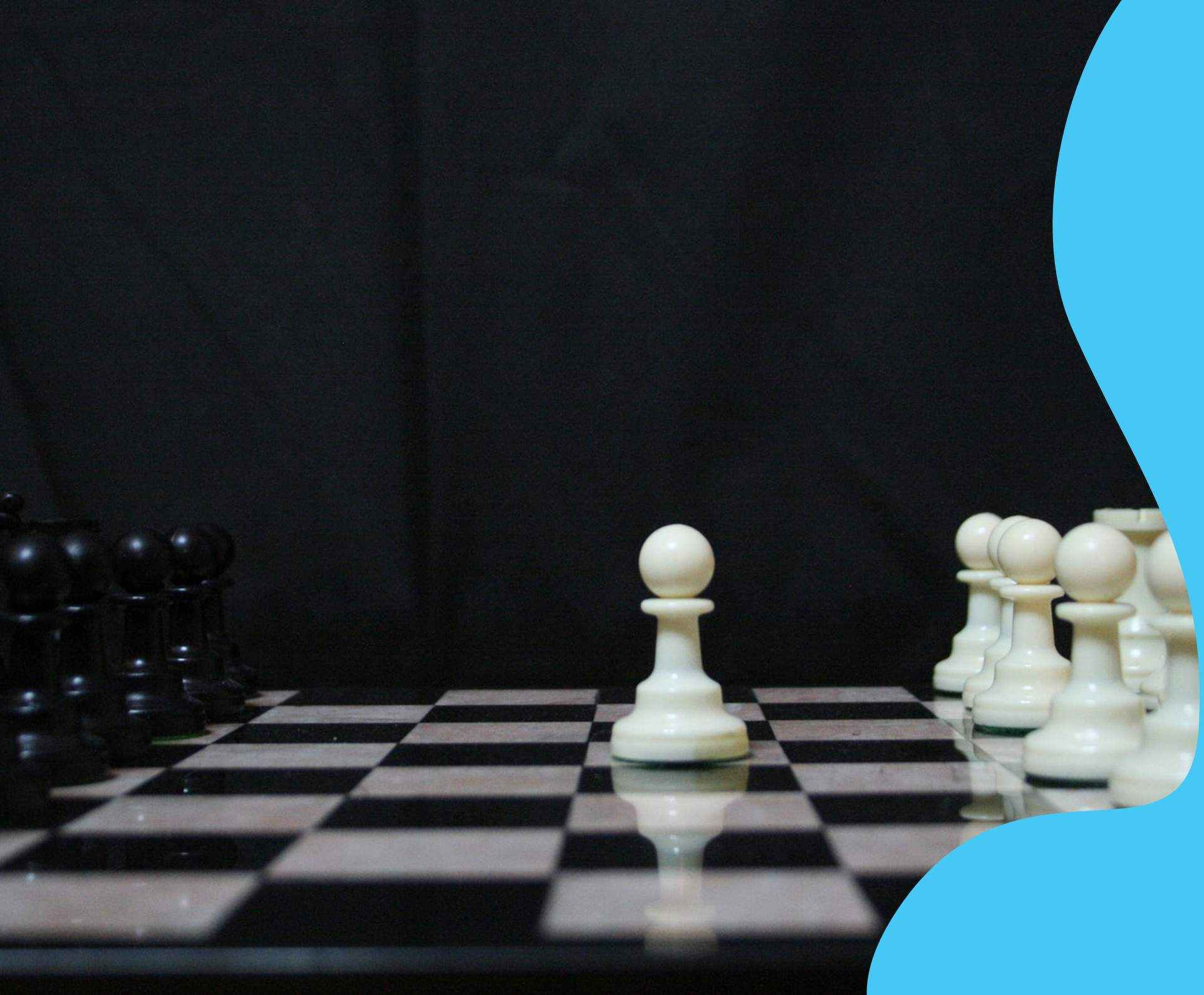
Le GREA développe depuis plusieurs années des formations sur mesure adaptées aux besoins des institutions. En 2024, de nombreuses organisations ont bénéficié de formations spécifiques, notamment le service social et la police de Lausanne, les Établissements hospitaliers du Nord vaudois, ainsi que des écoles et associations professionnelles telles qu'ARPIH, la Fédération suisse des sages-femmes et AcCent. Plusieurs structures actives dans les addictions, comme Nuit Blanche, le Foyer de la Thièle ou Fleur de Pavé, ont également sollicité ces prestations. La demande croissante de formations provient aussi de secteurs hors addictions, tels que la Fondation EPI à Genève, qui a confié au GREA la formation de ses professionnel·le·s du handicap jusqu'en 2030. Ce constat confirme un besoin élargi en compétences sur les addictions dans divers domaines d'intervention.

Recovery College Addictions

Le projet du Recovery College Addictions consiste en une offre de formations courtes données par un binôme composé d'un·e professionnel·le des addictions et d'un·e pair·e et destinée à un public mixte, soit aussi bien de personnes concernées par les addictions que de professionnel·le·s ou d'autres personnes intéressées. Lancé par le GREA au début de l'année 2021, le projet a été pérennisé grâce au soutien de la CRIAD à la suite de sa phase pilote (2021-juillet 2023). A ce titre, un rapport d'autoévaluation a été remis en janvier 2024 à Promotion Santé Suisse, à l'origine du fond d'impulsion du projet. Durant cette même année 2024, des formations ont été périodiquement mises en œuvre au GREA et dans des institutions hôtes : « Je ne te reconnais plus quand tu as bu » (mars), « La fiction comme outil de rétablissement » (avril), « L'improvisation comme outil de rétablissement » (août), « J'ai craqué et après » (septembre), « Volonté : prise de tête ou philosophie ? » (octobre), « Mieux vivre avec l'addiction » (novembre) et « Jusqu'ici tout va bien… dit le funambule » (décembre). À noter que le projet a fait l'objet d'une présentation dans le cadre du colloque d'addictologie du Service de médecine des addictions du CHUV en septembre. En outre, à la suite d'échanges fructueux avec d'autres collèges de rétablissement en Suisse, en particulier de Berne, Schaffhouse et Saint-Gall, le Recovery College Addictions du GREA a intégré la faitière « Swiss Recovery Colleges » à la fin de l'année 2024.

Recovery College

Formations addictions



RECHERCHE

RECHERCHE

Le GREA dispose d'un pôle de recherche dans le domaine des addictions. Initiés parfois par le GREA, sur mandat d'organisations partenaires, des cantons ou de la Confédération, les projets de recherches du GREA visent notamment à faire remonter et expliquer les constats du terrain, rendre compte des problématiques actuelles au sein de la société civile et auprès des parties prenantes de la santé publique, ainsi que de permettre d'améliorer les connaissances et les compétences du réseau professionnel.

Bonnes pratiques en matière de collaboration entre les domaines de la justice et des addictions en Suisse : état des lieux

Dans le cadre du projet « Renforcement de la collaboration interprofessionnelle domaines de la justice et des addictions » soutenu par la Fondation latine – Projets pilotes Addictions (FL2PA), par les cantons de Vaud et de Genève, ainsi que par l'OFSP, le GREA a réalisé une recherche documentaire sur les bonnes pratiques en matière de collaboration entre le champ de la justice et celui des addictions en Suisse. Les premiers résultats de cette recherche ont été synthétisés dans un document préliminaire de travail qui a servi de base pour définir les contenus des rencontres interprofessionnelles organisées en 2024, l'un des autres volets du projet. Un rapport définitif sur les bonnes pratiques de collaboration sera remis à la FL2PA au terme du projet début 2025.

Trajectoires de paris sportifs

Initiée avec le soutien du Programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu (PILDJ), cette étude débutée à l'automne 2024 vise à approfondir la question des parcours de jeu, avec un focus particulier sur la pratique de paris sportifs. Elle vise à documenter, dans une perspective sociologique et dans le contexte romand, la question des pratiques de jeu de paris sportifs et de l'influence de facteurs individuels (y incl. facteurs socio-économiques/ conditions de vie, événements de vie, motivations, etc.) ou externes (y incl. structurels) sur l'évolution de ces pratiques à travers le temps. S'appuyant sur une analyse documentaire initiale (menée au cours du dernier trimestre 2024, sur la base de laquelle la grille d'entretien pour la conduite des entretiens semi-directif a été développée), la démarche proposée prévoit une étude de parcours de jeu et d'itinéraires biographiques au travers, d'une part, d'une analyse qualitative transversale (corpus initial ; données collectées lors d'entretiens individuels semi-structurés) et, d'autre part, dans une perspective itérative, d'un travail de consolidation/validation dans le cadre d'entretiens d'approfondissement avec certains participants.

Addiction et précarité financière

Le GREA a contribué entre 2023 et 2024, en collaboration avec Budget-Conseil Suisse, Dettes Conseils Suisse, le Fachverband Sucht et Ticino Addiction, à une étude collaborative soutenue financièrement par le Fonds de prévention des problèmes liés à l'alcool (de l'OFSP) et par le Programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu (PILDJ) sur la thématique «Addiction et précarité financière». Cette étude visait à documenter les pratiques et besoins des professionnel·le·s des addictions et du conseil budgétaire et du désendettement en matière de prise en charge et d'orientation dans le cas de problématiques duales « addiction-précarité financière ». L'analyse a été élaborée dans le cadre d'un processus en plusieurs étapes, fondées les unes sur les autres, intégrant notamment un volet d'enquête auprès de personnes concernées. Cette démarche visait à garantir que les connaissances issues de la recherche et de la pratique, et que l'expertise des personnes concernées, soient intégrées de manière dynamique dans les résultats. La documentation produite, publiée en mai 2024, présentait les synthèses et des recommandations ainsi que, sous forme d'annexes, différents documents de littérature grise concernant la méthodologie du projet et les analyses de base concernant les différents volets du projet.

Marketing digital des paris sportifs
Cette étude visait à approfondir la connaissance des pratiques de marketing pour les paris sportifs en se fondant notamment sur une partie observationnelle à méthodologie mixte spécifique à la Coupe du Monde de football qui s'est tenue fin 2022 au Qatar. Au cours de trois phases d'observation – avant, pendant et après la compétition –, une vingtaine de participants – des parieurs, des fans de sport non-parieurs et des participants « contrôles » ni fans de sport et ni parieurs – ont récolté in situ des données concernant leur exposition au marketing pour les paris sportifs sur les réseaux sociaux et sur Internet. Des ateliers ont ensuite été menés avec les participant·e·s pour analyser et typologiser les contenus publicitaires documentés. Le volet empirique de la recherche a été complété par un important travail d'analyse documentaire. Un rapport de recherche et quatre factsheets thématiques ont été publiés au premier trimestre 2024.

CIPPAL-Marketing Suisse
Collaboration internationale initiée par l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT), le projet CIPPAL-Marketing (pour Volet marketing digital et audiovisuel en faveur de l'alcool du Projet de Comparaison internationale des politiques publiques de contrôle de l'accès, de la vente et du marketing des alcools) est conduit en Suisse par le GREA. Conduit dans cinq autres pays d'Europe (France, Italie, Finlande, Irlande et Lituanie), l'objectif de ce projet est de documenter et d'étayer en quoi l'exposition des jeunes aux diverses techniques de marketing en faveur de l'alcool dans les médias audiovisuels, sur les réseaux sociaux et sur Internet diffère selon le cadre national de restriction de ce type de marketing (règlementaire versus autorégulé). Le projet se décline dans les différents pays participants au travers d'une méthodologie mixte uniformisée, articulée autour de trois approches spécifiques : (1) une analyse documentaire, (2) des entretiens semi-directifs approfondis (i.e. analyse qualitative) et (3) une enquête en ligne par questionnaire (i.e. analyse quantitative). L'année 2024 a été rythmée par l'approfondissement de l'analyse documentaire, par la conduite des entretiens-semis directifs et l'analyse préliminaire du corpus qualitatif, et par le développement de l'outil d'enquête quantitative, la conduite de l'enquête en ligne par questionnaires et le nettoyage des données. Ce projet est financé par les Fonds – français –de lutte contre les addictions (FLCA).

PRÉVENTION ET RÉDUCTION DES RISQUES

PRÉVENTION ET RÉDUCTION DES RISQUES

Le GREA met ses compétences au service de projets dans le domaine de la prévention, de l'intervention précoce ou encore de l'orientation. Parfois, les projets de prévention proviennent de réflexions internes au comité ou aux plateformes et sont impulsés par notre secrétariat ; d'autres fois, les projets s'ancrent dans des collaborations romandes ou nationales, en partenariat avec d'autres organisations et sont soutenus par la Confédération.

Dry January

La campagne de prévention « Dry January » (janvier sans alcool) offre à toute personne voulant y participer l'opportunité de redéfinir sa relation à l'alcool. L'inauguration de l'édition 2025 s'est déroulée à Lausanne le 4 décembre 2024 en présence d'une soixantaine de personnes, partenaires, participant·e·s et membres de l'organisation. Avant cela, la diffusion en avant-première du film "The Outrun" le 23 octobre 20254 aux Galeries Pathé de Lausanne, en pré-lancement de la campagne, a fait salle comble. Pour célébrer les 5 ans du Dry January en Suisse, une série d'événements intitulés "Sober Nights, better vibes" a été organisée chaque jeudi de janvier dans une ville de Suisse. La visite de la brasserie La Nébuleuse à Renens a ravi les curieuses et curieux sur la fabrication de la bière sans alcool. A Bienne, une soirée littéraire et de danse a permis de (re)découvrir certains extraits de textes sur l'alcool. Avec plus de 70 organisations issues des domaines du social, de la santé, de la prévention des addictions et du secteur non lucratif, la campagne est la plus grande en Suisse dans le domaine de l'alcool. Le nombre de followers ne cesse d'évoluer et les échanges, en particulier par le biais d'Instagram et des 17 newsletters romandes, sont riches et nombreux. En 2025, la Ville de Vevey et son équipe de travail social de proximité Gingko ont rejoint le mouvement. L'association Suchtprävention Liechtenstein fait aussi désormais partie du Dry January Suisse. Depuis 2021, l'équipe romande collabore avec ses collègues de France, Belgique et Luxembourg pour développer les webinaires d'échange « Happy Hours : la conférence qui fait du bien ».

Journée alcool

La Journée nationale sur les problèmes liés à l'alcool a été organisée le 23 mai pour mettre l'accent sur « L'alcool au travail » thème de l'édition de 2024. Elle visait à sensibiliser les directions et les collègues aux conséquences de la consommation d'alcool en milieu professionnel et aux solutions pour agir en amont. La consommation problématique reste souvent cachée, générant des risques pour la sécurité, la performance et la santé des employé·e·s. Les entreprises ont un rôle clé à jouer en mettant en place des mesures de prévention et en formant

les responsables ainsi que tout le personnel au repérage. Les services spécialisés apportent un soutien précieux aux personnes concernées, à leur entourage et aux entreprises. Organisée par le GREA, le Fachverband Sucht, la Croix-Bleue Suisse, Addiction Suisse et Ticino Addiction, cette journée s'inscrit dans un mandat de trois ans (2024-2026) dont les objectifs sont : informer, prévenir et soutenir les institutions des addictions à travers diverses actions.

Intervention précoce

Depuis sa parution en 2023, la brochure OSER suscite un vif intérêt de la part des professionnel·le·s. Pour répondre aux nombreuses demandes des partenaires alémaniques, sa traduction en allemand est lancée en 2024 en collaboration avec le Conseil Suisse des Activités de Jeunesse (CSAJ). Cette version sera disponible en 2025. Élaborée par des professionnel·le·s de terrain réunis au sein de la plateforme ado du GREA, OSER s'inscrit pleinement dans une démarche d'intervention précoce. Elle approfondit l'étape du repérage d'une situation de vulnérabilité et encourage une posture bienveillante, non jugeante et tournée vers l'écoute et l'orientation. Destinée aux adultes en contact régulier avec des jeunes, la brochure est structurée autour de quatre étapes — Observer, Situer, Écouter, Renseigner — pour guider une action concrète sur le terrain.

Outils Stop Alcool, Cannabis et Jeu

Depuis 2006, l'Université de Genève et l'équipe du Professeur Jean-François Etter ont été à la pointe de la prévention des addictions grâce au développement des plateformes Stop-alcool et Stop-cannabis, ainsi que leurs applications mobiles, qui sont désormais gérées par le GREA. Ces outils, lancés en 2008 et bénéficiant d'un accès gratuit, ont démontré leur efficacité et leur pertinence avec un trafic conséquent sur les sites et l'application, qui est toujours d'actualité.
En 2021, appuyé par le consortium CALA, le GREA assure la continuité de ces programmes avec une rigueur scientifique. L'année suivante, répondant à une problématique croissante en Suisse liée au jeu en ligne, un projet d'outil Stop-Jeu a été conçu afin d'étendre la prévention des addictions comportementales, dans le même esprit que les autres sites Stops. En effet, depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi fédérale sur les jeux d'argent (LJAr) en 2019 et l'expansion rapide du jeu en ligne, des études ont révélé une hausse des comportements de jeu à risque, exacerbée par la réduction progressive de la frontière entre jeux vidéo et jeux d'argent, augmentant ainsi les risques d'addiction et leurs conséquences.
Ce nouveau site Stop-jeu offre une navigation optimisée et des informations complètes sur les jeux d'argent à destination des personnes concernées, de leurs proches et des professionnel·le·s. Il servira de référence pour la mise à jour prévue des sites Stop-cannabis et Stop-alcool. En 2024, le projet a progressé de manière significative grâce au soutien du Programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu (PILDJ) et de la CRIAD. Il a été mis en ligne au début de cette année.

Portail en ligne Station A
En 2024, le projet Station A a franchi une étape décisive avec la finalisation des contenus, la structuration du site et le développement de ses fonctionnalités clés. Destiné à centraliser des informations fiables sur les addictions en Suisse romande, le portail vise à améliorer l'accès à des ressources claires pour les personnes concernées, les professionnel·le·s et le grand public. Il propose notamment un index sur des substances, mais aussi met à disposition des informations sur les conduites addictives, une FAQ, des outils d'auto-support et un annuaire des structures d'aide. Prévu pour publication en mars 2025, Station A incarne une approche accessible, non stigmatisante et utile à tous les publics. Le projet est soutenu par la CRIAD et l'OFAS, développé par FFLOW et a été conçu graphiquement par Creatives.

Groupe d'experts « Cyberaddiction »
En 2024, le GREA et le Fachverband Sucht ont publié le dernier rapport en date du Groupe d'expert·e·s « Cyberaddiction » pour le mandat 2021-2024. Comme ce fut le cas pour les rapports précédents, les expert·e·s estiment que le terme « cyberaddiction » est jugé inadapté et lui préfèrent une approche graduelle du risque. Selon l'Enquête suisse sur la santé 2022, 6,8 % de la population est concernée par un usage problématique, avec un pic chez les 15-24 ans (22,2 %). L'industrie numérique optimise l'engagement via des mécanismes addictifs, rendant floues les frontières entre jeux vidéo et jeux d'argent. Le manque de réglementation et d'accompagnement complique la gestion des risques, tandis que la prévention reste insuffisante. Le groupe recommande un renforcement de l'éducation aux compétences médiatiques, y compris pour les adultes, et une approche globale axée sur la sensibilisation et la régulation. Soutenu par l'OFSP, ce projet « Cyberaddiction » en est à sa 5e phase depuis son lancement en 2011.

Projet Innobooster
Chaque année, les Innovation Booster soutiennent des projets porteurs d'innovation. En 2024, le thème retenu était « Le bien-être des enfants, des jeunes et des familles en ligne de mire. » Dans ce cadre, le GREA s'est inscrit à son offre d'encouragement avec le Guide APAN, dédié à la question des écrans dans les familles. En collaboration avec OrganiCité, la Ville de Val-de-Travers et la maison de quartier Barak jusqu'à mi-décembre, puis de Gingko et la Ville de Vevey depuis mi-décembre, il a développé Family 4 the Night (F4N), un espace-temps ludique et éducatif favorisant le dialogue intergénérationnel autour des écrans. Inspiré des Escape Games et des univers vidéoludiques, ce projet propose une approche interactive où parents et enfants (cible : de 12 à 18 ans) explorent ensemble des scénarios de la vie numérique quotidienne. En février 2025, le GREA, OrganiCité et Gingko ont concrétisé et testé cet espace-temps dans le cadre d'une soirée transgénérationnelle à la Villa Métisse de Vevey.

COORDINATION

COORDINATION

Le GREA est l'association romande citoyenne de référence sur les addictions. À ce titre, nous formons un réseau de professionnel·le·s, de personnes concernées et intéressées par les addictions sur le territoire romand, toutes et tous attaché·e·s à un socle de valeurs communes. Une part importante de nos activités consiste donc à créer et entretenir des réseaux, coordonner des espaces d'échanges, construire des ponts avec des personnes, des organisations de thématiques connexes ou actives dans d'autres pays. Ces échanges nourrissent nos réflexions, font parfois émerger de nouveaux projets, élargissent notre champ de vision et permettent de faire progresser nos valeurs de vivre-ensemble et de droits humains. Cet ancrage romand et notre large réseau convainc également les institutions et les cantons de nous confier des mandats de coordination intercantonaux, tels que la CRIAD, la FORDD ou le PILDJ.

Projet collaboration hospitalière
Financé par Promotion santé suisse (PSCH), coordonné par le GREA et porté par un consortium réunissant Addiction Suisse, le Fachverband Sucht, Ticino addiction et la SSAM, ce projet d'une durée de quatre ans (2023-26) vise à améliorer la collaboration interprofessionnelle et transdisciplinaire entre le réseau des addictions et le monde hospitalier. Ses objectifs principaux sont les suivants :

1. Inventorier et mettre en évidence les projets de collaborations existants ou ayant été réalisé par le passé ;
2. Tester au travers la mise en œuvre de trois projets pilotes de nouvelles modalités de collaboration (autour de la liaison, de la pair-aidance et du travail social) ;
3. Produire – avec les acteurs intéressés – des outils destinés à faciliter le développement de nouvelles collaborations ;
4. Créer et pérenniser une communauté d'intérêts pour une meilleure collaboration entre hôpitaux et spécialistes des addictions.

A terme, il entend créer une communauté d'intérêt pour une meilleure collaboration entre hôpitaux et spécialistes des addictions qui améliorera le parcours de santé des personnes en situation d'addiction.

Journée justice et addictions : quelles réponses interprofessionnelles pour un accompagnement et une réinsertion durable ?
Comment collaborer efficacement lors de procédures pénales lorsqu'il y a des problématiques d'addiction ? Quelles solutions judiciaires existent-elles comme alternatives à l'internement ? Les mesures sécuritaires, de réduction des risques et de soin, sont-elles conciliables ? Comment accompagner au mieux les personnes concernées dans leur réinsertion sociale et professionnelle ? Voilà autant de questions qui ont été abordées lors de la rencontre interprofessionnelle organisée par le GREA en partenariat avec l'École romande de la magistrature pénale (ERMP) le 11 décembre 2024, au travers de plénières et ateliers thématiques.

Journée CoRoMA GREA « Médicaments sous contrôle : quand le droit s'emmêle »
Le mot stupéfiant évoque immédiatement des drogues illicites. Pourtant, en Suisse, de nombreux stupéfiants sont des médicaments, testés, autorisés, prescrits et indispensables au traitement des patients. Aussi, la réglementation doit atteindre un équilibre entre deux impératifs opposés : contrôler un trafic illégal et dangereux et s'assurer que les substances nécessaires demeurent disponibles pour les personnes atteintes dans leur santé. Le groupe de recherche FNS « Médicaments sous contrôle », le CoRoMA et le GREA ont organisé une conférence le 6 mai 2024 pour approfondir cette relation entre le droit et la médecine lors de plénières, ateliers et débat.

Journées romandes addictions : 4ème Sommet international francophone et 60 ans du GREA
Les 14 et 15 novembre, le GREA a organisé à Morges les journées romandes addictions. Le jeudi 14 était consacré au Sommet international francophone, un événement coorganisé tous les deux ans par les fédérations francophones des addictions (France, Belgique, Luxembourg, Suisse et Québec). Cette édition 2024 avait pour thème « Visibles, invisibles : les usages de drogues au croisement des regards ». Au cours de la journée, différentes tables rondes se sont succédées dans lesquelles étaient représentés des professionnel·le·s, personnes concernées et expert·e·s des différents pays pour échanger sur des thèmes tels que l'espace public, l'accompagnement des mineur·e·s ou l'autodévoilement des usages chez les professionnel·le·s des addictions. Après une soirée festive, l'événement s'est poursuivi le vendredi 15 avec les 60 ans du GREA. L'objectif de cette journée était de regarder dans le passé pour mieux concevoir l'avenir. Au fur et à mesure des différentes plénières et tables rondes, les discussions sont revenues sur la politique suisse des addictions, la guerre à la drogue, les enjeux actuels de précarité, les questions de traumatismes et d'addictologie ou encore sur les usages positifs des drogues.

Chacune de ces journées a été un succès, réunissant environ 200 personnes. Toutes les tables rondes et les plénières sont disponibles en replay sur la chaine YouTube du GREA.

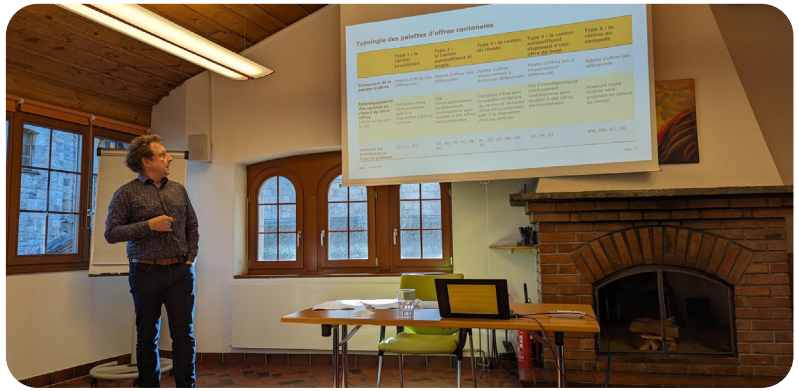
Rencontre intercantonale latine – RIL
Les mesures d'impact deviennent un enjeu majeur pour l'ensemble des parties prenantes du domaine de la santé et en particulier les pouvoirs publics, les soutiens financiers et les acteurs opérationnels entre autres. Elles offrent un regard critique sur les programmes et mesures mis en œuvre sur le terrain et permettent de tirer des enseignements sur l'efficacité ou la pertinence desdites mesures. La RIL 2024 visait à fournir des clés de compréhension sur les mesures d'impact. Quatre ateliers ont permis d'approfondir la thématique : la gestion des impacts, les facteurs de succès, les enseignements de terrain avec l'exemple du projet Movendi et, enfin, la présentation de la formation Curriculum européen de prévention (EUPC). La RIL est organisée chaque année à Lausanne. Elle est mandatée par l'Office fédéral de la santé publique, la Conférence des directions cantonales de la santé (CDS),

l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières ainsi que Promotion santé suisse.

Coordination internationale
Le GREA entretient des liens étroits avec d'autres associations professionnelles et institutions du domaine des addictions à l'international, particulièrement dans le monde francophone : France, Belgique, Québec et Luxembourg. Le GREA participe ainsi à plusieurs rencontres annuelles avec ces partenaires. Outre nos travaux communs sur des projets, tels que l'organisation du Sommet francophone du 15 novembre, le suivi du programme Mes Choix avec le RISQ (Québec) ou le projet Addiris (voir 4.5.), en 2024, nous avons participé :

- À la 67ème session de la Commission on Narcotig Drugs (CND) de l'ONU à Vienne, ainsi qu'aux side events organisés par l'IDPC (14 au 22 mars)
- Au réseau des salles de consommation francophones à Paris (25 et 26 mars)
- Au Congrès de la Fédération Addiction à Bordeaux (13 et 14 juin)
- Au Congrès Lisbon Addictions 2024 (23 au 25 octobre)
- À l'académie addictions « Addiris » à Dakar (16 au 18 décembre)

CRIAD : Coordination romande des institutions et organisations œuvrant dans le domaine des addictions
L'association faîtière CRIAD rassemble vingt institutions sociales actives dans le domaine des addictions en Suisse romande. Elle est mandataire d'un important contrat de prestations avec l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) dans le cadre de l'article 74 de la loi sur l'assurance invalidité.
En 2024, le GREA a soutenu les activités stratégiques et opérationnelles de cette association, avec six réunions du comité, trois réunions plénières (trois assemblées générales et une rencontre interinstitutionnelle) et dix réunions de commissions thématiques (prestations de la faîtière et finance).
En début d'année, la rencontre interinstitutionnelle a amené les membres à se pencher sur les résultats de l'étude de J. Stremlow et al. sur les bases du pilotage (inter-) cantonal dans le domaine des addictions publié à la fin de l'année 2023.



En plus de la gestion du reporting du contrat courant (concernant l'exercice 2023), un séminaire spécialement consacré au reporting financier a été mené en fin d'année. Un soutien intensif a été apporté à plusieurs institutions membres dans la délivrance d'un reporting conforme de leurs prestations.
Au niveau financier, l'année a été marquée par la mise en place d'un nouveau mécanisme de répartition des subventions de l'OFAS, qui tienne compte tant de la stabilisation des montants qui seront distribués à l'interne de la CRIAD jusqu'en 2027 que de la nécessaire atteinte des objectifs du contrat convenu avec l'OFAS.
Au niveau des prestations de la faîtière, la CRIAD a suivi le subventionnement des prestations du GREA que sont le

développement des sites STOP, du portail addictions Station A et du Recovery College, ainsi deux nouvelles prestations du GREA : la publication de revues scientifiques et le nouveau projet de développement du travail social dans les addictions en Suisse romande.
Pendant toute l'année, la coordination a accompagné la CRIAD dans un processus de réflexion sur la façon d'optimiser sa collaboration avec le GREA. Le processus est en cours.
À l'externe, la CRIAD a eu des contacts avec certaines administrations cantonales, ainsi que dans un groupe d'accompagnement que l'OFAS gère en concertation avec d'autres associations faîtières pour la réforme de la règlementation dès 2028. Plusieurs sous-groupes de travail commenceront en 2025 sur les questions tarifaires, les cours, la mesure de l'efficacité et la gestion des subventions sur Internet.
Les autres perspectives concernant 2025 sont le suivi de la poursuite de la réflexion stratégique, l'audit ordinaire de l'OFAS sur les activités de la CRIAD, et la prise en compte du reporting 2024 avec la répartition des subventions.

FORDD : Fédération romande des organismes de formation dans le domaine des dépendances
La FORDD continue de s'affirmer comme un modèle unique et exemplaire dans le domaine de la formation en addictologie en Suisse romande. Son rôle fédérateur, regroupant les institutions centrales du domaine telles que le CHUV, les HUG, la HETSL, La Source et le GREA (en plus de sa vingtaine de membres institutionnels), constitue une véritable plus-value reconnue par l'ensemble des acteurs et actrices du secteur. Ce modèle, coordonné par le GERA, repose sur une coopération interdisciplinaire et interprofessionnelle, évitant les écueils de la concurrence au profit d'une synergie qui bénéficie directement à la qualité des formations. Cette approche, alliant savoirs académiques et expertise de terrain, est plébiscitée autant par les participant·e·s que par les partenaires institutionnels, consolidant la réputation de la FORDD comme pilier incontournable du domaine des addictions en Suisse romande.

Le CAS HES-SO (15 crédits ECTS) en addictions comprend quatre modules. Le premier se concentre sur l'accueil et l'action éthique envers les personnes en situation d'addictions, en comprenant les concepts et en évaluant les situations selon les substances ou les comportements. Le deuxième module aborde la dimension sociétale de la thématique. Le troisième module développe les compétences d'accompagnement social et thérapeutique, en mettant l'accent sur l'évaluation, l'entretien motivationnel et la prévention des rechutes. Enfin, le quatrième module introduit l'analyse de pratique et la réflexion sur l'intervention professionnelle, en intégrant les aspects émotionnels et interprofessionnels pour une meilleure projection dans le travail futur. Cette année, la FORDD a délivré des diplômes à plus d'une vingtaine de professionnels ayant achevé avec succès le programme.

Spielsucht-helpline
Ligne sos-jeu
Linea sos-gioco
0800 040 080

PILDJ : Programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu
Le PILDJ est un mandat intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu confié au GREA par la Conférence latine des affaires sanitaires et sociales (CLASS) depuis 2007. Fonctionnant par phases de 3 ans, l'année 2024 marquait la dernière année de la phase 6 du programme.
L'année 2024 a été marquée par la publication de deux études soutenues par le PILDJ : l'une concernait l'exposition à la publicité en ligne pour les paris sportifs et l'autre est une enquête réalisée auprès des conscrits romands. Du

côté de la prévention, les travaux ont commencé avec les partenaires nationaux de la prévention pour réaliser à nouveau une campagne de prévention en ligne pour 2025. De plus, le stand de prévention du PILDJ a également été déployé à deux reprises, notamment à l'EPAC de Bulle. Une FAQ pour les proches des joueur·euse·s a été publiée sur le site du PILDJ et a également été reprise par Promotion santé Valais dans sa campagne de prévention pour les proches.
L'ensemble des activités du PILDJ peuvent être consultées dans son propre rapport d'activités.

Le GREA est membre de :

- Fédération des professionnel·le·s des addictions (GREA, Fachverband Sucht, Ticino Addiction)
- Coordination politique des addictions – CPA/NAS
- Coordination Romande des Institutions et organisations œuvrant dans le domaine des Addictions - CRIAD
- Fédération romande des organismes de formation dans le domaine des dépendances - FORDD
- International Drug Policy Consortium – IDPC
- Conférence internationale des fédérations francophones des addictions – CIFA
- Vienna NGO Committee On Drugs - VNGOC
- Cannabis consensus Schweiz
- AGILE.CH
- Association suisse pour la promotion de l'innovation sociale
- Association faitière Swiss Recovery Colleges

COMMUNICATION ET PUBLICATION

COMMUNICATION ET PUBLICATIONS

Le GREA est une source d'informations importante sur les addictions en Suisse romande, aussi bien pour les professionnel·le·s, qui trouvent chez nous des brochures et des outils, pour les médias ainsi que pour le grand public. En 2024, le GREA a mis en ligne son nouveau site internet qui facilite la navigation et propose désormais un agenda complet des événements à venir, organisés par le GREA ou le réseau. En plus des dossiers thématiques, qui renseignent en profondeur sur les addictions, le GREA publie régulièrement sur son site des communiqués de presse, des prises de position, des revues ou des brochures. La newsletter permet de se tenir informé·e des actualités régionales, nationales et internationales dans le domaine. Le GREA est également présent sur LinkedIn.

Guide de recommandations pour la couverture médiatique des personnes avec des problématiques d'addiction

Sur mandat de l'OFSP, le GREA, en partenariat avec le Fachverband Sucht et Ticino Addiction, a élaboré un guide de recommandations destinées aux médias sur le traitement des thématiques liées aux addictions. Basé sur une revue de la littérature scientifique ainsi que sur une analyse de la couverture médiatique en Suisse, ce guide a été conçu en tenant compte des spécificités linguistiques et culturelles propres aux différentes régions du pays.
Il vise à promouvoir une représentation respectueuse et non stigmatisante des personnes concernées. Il offre aux professionnel·le·s des médias des bases pour aborder les addictions, en les sensibilisant aux problématiques liées à la stigmatisation et à ses répercussions négatives sur la société et les individus concernés. Il propose également des conseils concrets sur l'usage du langage et des images, tout en déconstruisant les préjugés persistants dans ce domaine.

Manifeste de Lausanne

Dans le cadre du 4ème Sommet francophone des addictions du 14 novembre 2024 à Morges, le GREA, avec les fédérations francophones du Québec, de Bruxelles, de France, du Luxembourg et de Wallonie ont publié le Manifeste de Lausanne. Intitulé « Brisons le tabou sur les drogues », il s'agit d'un plaidoyer commun pour une refonte profonde des politiques liées aux drogues, dans une approche inclusive et progressiste.

Car même si nous sommes toutes et tous concerné·e·s, de près ou de loin, par les questions d'addictions, celles-ci sont encore trop souvent abordées sous un angle moralisateur et stigmatisant. Pour nos fédérations francophones des professionnel·le·s des addictions, des politiques des drogues pragmatiques et efficaces ne seront possibles qu'accompagnées de la déstigmatisation des personnes consommatrices. Le Manifeste de Lausanne détaille cette position aux travers de 5 principes :

1. Les personnes usagères de drogues sont citoyennes à part entière et doivent être considérées comme telles ;
2. Les prises de parole sur les expériences personnelles de consommation de drogues favorisent la déstigmatisation des usages et permettent de mieux cibler les politiques liées aux drogues ;
3. La consommation au travail ou dans le sport est une pratique privée, mais aussi une question publique ;
4. L'espace public appartient à toutes et tous et doit être pensé pour chacun·e s'y sente bien ;
5. Enfants mineurs, problèmes majeurs : l'accessibilité des mineur·e·s à la prévention, aux soins et à la réduction des risques doit être améliorée.

Chacun de ces principes comporte des revendications que nos fédérations partagent et qui visent à transformer les politiques liées aux drogues dans une approche pragmatique, progressiste et de respect des droits fondamentaux.

Collaboration dans les domaines de la justice et des addictions : rapport de synthèse et pistes d'action
Dans le cadre du projet « Renforcement de la collaboration interprofessionnelle entre justice et addictions » trois rencontres ont favorisé les échanges entre spécialistes, personnes concernées et étudiant·e·s. Chaque rencontre a donné lieu à un document de synthèse proposant des pistes d'action. La présente publication fait suite à la journée du 13 mars 2024, qui a mis en lumière les inégalités touchant les personnes en situation de précarité, augmentant leur risque d'incarcération. Une approche plus sociale et sanitaire, plutôt que répressive, est recommandée pour éviter l'engorgement du système pénal. La détention préventive, souvent marquée par l'isolement, devrait être réduite pour limiter son impact sur la santé mentale. Par ailleurs, il est essentiel de garantir les droits fondamentaux en prison, l'accès aux soins et la réduction des risques (VIH, hépatites). Les mesures thérapeutiques doivent être renforcées pour offrir des alternatives à la détention aux personnes souffrant de troubles liés à l'addiction. Enfin, une meilleure coordination entre justice et réseau sociosanitaire est nécessaire pour préparer la sortie des personnes détenues et réduire la récidive. Des formations adaptées aux professionnel·le·s ainsi qu'un meilleur suivi des soins entre prison et institutions spécialisées sont également recommandés.

Collaboration dans le domaine des addictions et de la sécurité : synthèse et recommandations
À la suite de l'après-midi d'échanges entre les domaines des addictions et de la sécurité qui a eu lieu le 14 septembre 2023 à Lausanne, le GREA a publié un document de recommandations qui reprennent les constats et résultats des conférences et des ateliers thématiques. Après avoir esquissé les enjeux actuels, le document donne des pistes de réflexion pour une meilleure collaboration interprofessionnelle dans une perspective de décloisonnement disciplinaire, et de meilleure intégration des différents volets de la politique drogue en Suisse

Revue Dépendances
La revue Dépendances est publiée trois fois par année par le GREA et Addiction Suisse avec la collaboration de rédactrices et rédacteurs spécialisé·e·s dans leur domaine, en fonction du thème choisi. Unique en Suisse romande, la revue donne la parole à des professionnel·le·s, expert·e·s ou usager/ères, d'ici ou d'ailleurs, qui acceptent de prendre la plume et d'exposer leurs points de vue. La revue est offerte aux membres du GREA et est également disponible sur abonnement.

Les trois numéros publiés en 2024 :
- N°78 : « Espace public »
- N°79 : « Régulation du cannabis »
- N°80 : « L'univers carcéral »

Revue « Addiction(s) : Recherches et Pratiques »
Cette revue à dimension internationale est proposée par le GREA (CH), la Fédération Addiction (F), le RISQ (Québec), l'AIDQ (Québec), la Fedito bxl (B), la Fedito W (B) et le Suchtverband Luetzebuerg (LU). Chaque année depuis 2016, les professionnel·le·s de chaque pays déclinent une thématique favorisant le savoir, l'échange de pratiques et le réseautage dans le monde francophone. En 2024, la revue a porté sur le thème « Drogues, vieillissement et fin de vie ».

Le GREA dans les médias
Par ses capacités à vulgariser des éléments complexes, la qualité de sa recherche et ses positionnements pragmatiques, le GREA est régulièrement sollicité par les médias. En 2024, le GREA est ainsi intervenu une cinquantaine de fois dans les médias, que ce soit à la télévision, à la radio ou dans la presse écrite. Les thèmes pour lesquels le GREA a été le plus sollicité sont les politiques drogues suisses et internationales, les jeux d'argent et les écrans, le tabac et la nicotine ou encore l'alcool.

Toutes les interventions du GREA dans les médias sont désormais disponibles sur notre site internet, rubrique « Dans les médias ».

Les articles publiés par le GREA

Bach, R., Delgrande Jordan M., Huggenberger M. et Knocks S. (2024). « Alkohol, der Elefant im Raum », *Sucht Magazin*, 50, p. 31-35.

Clot, J. (2024). Lausanne : Cachez ces «toxicomanes» que l'on ne saurait voir ! *Addiction(s) : Recherches et Pratiques*, (8), 9-11.

Mellina, M. et Ulveling, Q. (mai 2024). « Psychédéliques : les infirmiers au centre de l'accompagnement ». *Soins infirmiers,* p. 58-61.

Mellina, M. (2024). « Future régulation du cannabis en Suisse et modèles économiques », *Pages de gauche*, n°191, p. 18-19.

Mellina, M. (2024). « Légalisation du cannabis en Suisse : où en est-on ? », *Dépendances* n°79, p. 3-6.

Robert, C. (2024). « Femmes, mères et consommatrices de drogues : la triple peine », *Pages de gauche*, n°191, p. 17

Robert, C. (2024). « Les microtransactions, un risque d'addiction ? », *ActualitéSociale* n°2, février.

Sottas L., Barboni P., Clot J., Hauswirth S. et Turtshi N. (2024). « Parcours pénal, soins et réinsertion : regards croisés et perspective d'avenir », *Dépendances* n°80, p. 17-21.

Communiqués de presse

29 janvier 2024 : La Fédération des professionnel·le·s des addictions appelle le monde politique à augmenter le financement pérenne de l'aide en cas d'addiction

30 janvier 2024 : Dry January : Edition 2024 riche et très animée sur les réseaux sociaux

25 mars 2024 : Pour la première fois de son histoire, la Commission des stupéfiants des Nations Unies plébiscite la réduction des risques

30 avril 2024 : Gardons l'œil clair sur le cannabis et faisons confiance au processus parlementaire !

14 mai 2024 : Journée nationale sur les problèmes liés à l'alcool 2024 : alcool au travail.

23 mai 2024 : L'addiction au jeu d'argent a doublé dans la population : il est urgent de corriger le tir.

02 juillet 2024 : Forte hausse de l'utilisation problématique ou à risque des écrans : publication d'un rapport d'expert·e·s

31 octobre 2024 : A Morges, une exposition pour questionner notre rapport aux drogues et aux addictions

14 novembre 2024 : Les fédérations des professionnel·le·s des addictions francophones publient le Manifeste de Lausanne

27 décembre 2024 : Dry January : une 5e édition qui s'empare des villes

POLITIQUE

POLITIQUE

Les politiques des addictions sont en constante évolution. Aussi bien au niveau fédéral que cantonal et même communal, les projets de loi, motions et objets débattus par les parlementaires sont nombreux. Le GREA met ses compétences pointues au service d'actions de plaidoyer. L'objectif est de faire progresser les politiques publiques vers un renforcement des droits humains, de la réduction des risques, de la prévention et de l'accès aux prestations de santé. Les activités de plaidoyer du GREA sont diverses : rédaction d'objets parlementaires, réponses à des consultations, auditions lors de séances de commission ou encore participation à des activités de coalitions et de communication.

Alcool
L'alcool ne faire guère de vagues en Suisse depuis l'échec de la révision en 2015. Des campagnes d'envergure telles que le Dry January, plébiscitée par la population, contrastent avec les résistances politiques rencontrées dès lors que l'on veut ouvrir le débat sur la régulation de l'alcool. Alors que les mesures structurelles semblent dans une impasse, les moyens mis à disposition pour faire de la prévention comportementale fondent. A l'avenir, il s'agira de trouver de nouvelles sources de financement nécessaires pour la prévention et la réduction des risques en matière d'alcool, par exemple en affectant une partie de l'impôt sur la bière à la lutte contre les addictions. En 2024, le GREA s'est coordonné avec d'autres acteurs du champ de la prévention alcool pour échanger avec l'OFSP sur la nécessité d'une prévention alcool forte. Un article de plaidoyer a également été publié dans le Sucht Magazin.

Cannabis
La Suisse se dirige lentement mais sûrement vers la légalisation du cannabis à usage non-médical au travers d'un double processus : d'une part, elle permet la mise en place de différents projets pilotes testant la vente réglementée de cannabis à usage non-médical ; d'autre part, elle connaît un processus en cours au Parlement autour d'une initiative parlementaire visant la création d'un marché régulé du cannabis.

Dans ce processus, différents modèles de régulation s'opposent. C'est pourquoi la Fédération des professionnel·le·s des addictions, composée du Fachverband Sucht, de Ticino Addiction et du GREA, soutient largement le projet de régulation afin de supprimer les aspects négatifs du marché illégal. Ensemble, nous avons publié les recommandations de nos membres pour une régulation rapide du marché du cannabis qui prenne en compte la santé publique, la protection de la jeunesse et les droits humains. La position s'est fondée sur une comparaison des bonnes pratiques et les mauvais exemples des pays ayant déjà dépénalisé ou légalisé le cannabis. La position de la Fédération défend les points suivants : la santé publique avant les profits, la protection de la jeunesse et des publics vulnérables et la décriminalisation pour réduire les risques de la consommation.

Cocaïne et stimulants
Depuis 2022, la problématique de la cocaïne et du crack reste sur le devant de la scène. Pour les villes, les cantons et le champ professionnel des addictions, la question est de savoir comment accompagner au mieux et faire évoluer le cadre politique et sociétal pour prendre en compte la place croissante des stimulants dans les consommations. De son côté, le GREA s'est lancé en 2024 et de manière bénévole dans la traduction d'un guide publié par l'ONG Transform UK sur la régulation des stimulants (« How to regulate stimulants »). En cours de relecture, ce guide apporte des réponses très concrètes et le GREA a pu le présenter à la conférence des villes début 2025.
Tout au long de l'année 2024, le GREA s'est exprimé régulièrement dans les médias sur cette thématique. Il a également été invité à des conférences et des présentations à plusieurs partis politiques qui souhaitaient se former sur la cocaïne, les stimulants et la régulation.

Opioïdes
Alors que la crise des surdoses se poursuit en Amérique du Nord, avec de nombreux décès liés au fentanyl, cette crise ne semble pour l'instant pas se profiler en Europe ou en Suisse. À l'heure actuelle, l'enjeu est surtout de pouvoir détecter d'éventuelles traces de fentanyl ou de nitazène dans les substances testées dans les dispositifs de *drug checking*. Le GREA travaille à la réalisation d'un projet inspiré du programme PROFAN au Québec qui vise à prévenir les surdoses, notamment via la formation par les pairs et l'accès à la naloxone.

Jeux de hasard et d'argent
Toujours soutenu par un réseau professionnel mobilisé et engagé, réuni dans la Plateforme Jeu, et grâce aux recherches publiées dans ce domaine, le GREA continue de jouer un rôle important en rassemblant et thématisant les difficultés rencontrées dans le domaine des jeux de hasard et d'argent. Alors que la prévalence des comportements problématiques augmente, que les jeux continuent de se développer dans le domaine numérique, qu'un nouveau casino est annoncé en territoire vaudois pour 2025, le tant attendu processus d'évaluation de la loi a démarré. Le GREA a ainsi l'honneur de représenter les professionnel·le·s des addictions à la table des discussions pour définir les contours de l'évaluation de la Loi sur les jeux d'argent (LJAr). Le GREA suit attentivement les évolutions rapides dans ce domaine et continue d'informer, de lancer des alertes et de solliciter les décideurs politiques et les médias, pour tenter de faire bouger les lignes.

Jeux vidéo
Après le refus du Parlement d'intégrer les questions de microtransactions dans la Loi sur la protection des mineurs dans les secteurs du film et du jeu vidéo, le GREA, avec ses partenaires du Fachverband Sucht et de la Fédération romande des consommateurs (FRC), a décidé de ne pas en rester là. Ensemble, nos organisations ont réuni un groupe d'expert·e·s composé de spécialistes du jeu vidéo, de la psychologie, du droit des technologies et des addictions pour produire un document de recommandations concrètes pour un premier encadrement légal des microtransactions.

Ces recommandations ont été transmises à la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Parlement qui a ensuite déposé un postulat afin d'en savoir plus sur les différents types de microtransactions et de demander au Conseil fédéral par quels moyens il entend lutter contre les dangers qui y sont associés. La recherche consacrée aux jeux vidéo gratuits publiée ensuite en octobre avec Addiction Suisse a permis de relancer le débat sur les lacunes de l'encadrement des microtransactions.

Nicotine
Depuis l'acceptation par le peuple de l'initiative « Enfants sans tabac » en 2022, le Parlement ne parvient pas à se mettre d'accord sur sa mise en oeuvre et de nombreux allers-retours ont lieu entre le Conseil national et le Conseil des États. En particulier, le Conseil des États tient à introduire de nombreuses exceptions dans l'interdiction de la publicité pour le tabac, ce qui ne respecte pas l'initiative et donc le texte inscrit dans la Constitution. Des modifications de lois fédérales sont tout de même entrées en vigueur au 1er octobre 2024, dont l'interdiction de la vente de tous les produits du tabac aux mineurs - ce qui jusqu'à maintenant était réglé au niveau cantonal.

Du côté des cantons romands, le Valais et le Jura ont pris la décision d'interdire la vente de puffs en 2024.

Psychédéliques

Les thérapies psychédéliques, Psychothérapies Augmentées par Substances (PAS) ou encore les Psychothérapies Assistées par Psychédéliques (PAP) sont en train d'être largement validées par les recherches médicales. Les évidences se multiplient pour l'efficacité des PAS, notamment pour le traitement des syndromes de stress post-traumatique, la dépression sévère, l'anxiété ou encore d'autres troubles comme la dépendance. Après le cannabis, les psychédéliques seront donc probablement les prochains à quitter la liste des substances interdites et illégales. Dans ce sens, il est primordial de réfléchir et décider collectivement quelle place la société souhaite donner à ces produits, sachant que leur potentiel thérapeutique leur donne une place spéciale dans les substances psychotropes. Comment maximiser les potentiels de ces substances tout en minimisant les risques ?

L'enjeu sera de ne pas tomber une nouvelle fois dans le monopole de l'industrie pharmaceutique, qui tente déjà de s'approprier ces substances qui sont des produits de la nature connus depuis des décennies. Il s'agira aussi d'être attentif à ne pas tomber dans une surmédicalisation des usages où la consommation de psychédéliques serait cloisonnée aux institutions hospitalières et pour des troubles sévères. C'est pourquoi, le GREA réfléchit à la mise en place de nouveaux modèles de régulation qui sont donc à inventer. Dans ce sens, il a réuni de nombreux et nombreuses expert·e·s pour penser ce sujet complexe dans le cadre d'un groupe de travail.

ASSOCIATION

ASSOCIATION

Les membres
Au 31 décembre 2024, le GREA comptait 33 membres institutionnels et 342 membres individuel·le·s.

Le comité
Thomas Urben, Addiction Valais, VS, président
Ann Tharin, HETSL, VD, vice-présidente (jusqu'au 4 juillet)
Cédric Perriard, Le Levant, VD, vice-président (depuis le 4 juillet)
Carole-Anne Baud, Dr. en droit, VD (depuis le 4 juillet)
Barbara Broers, HUG, GE
Ken Brunner, FMR, VD
Jean-Marie Coste, Addiction Neuchâtel, NE/JU
Fanny Hermann, Association REPER, FR
Thomas Herquel, Première Ligne, GE (depuis le 4 juillet)
Yaël Liebkind, La Main Tendue – 143, GE
Aline Iacoviello-Villard, infirmière indépendante, VD
Benjamin Ravinet, Association itinéraires santé,NE/JU
Jeorge Riesen, Psychiatre en cabinet privé, FR
Niels Weber, Psychothérapeute en cabinet privé, VD

Le secrétariat
Christophe Al Kurdi, chef de projets senior
Romain Bach, co-secrétaire général
Aline Bressoud, cheffe de projets
Jean Clot, chef de projets senior
Léonard Dinkel, chef de projets et coordinateur PILDJ
Francis Fernandes, collaborateur scientifique (dès le 6 août)
Jade Jufer, apprentie employée de commerce
Hervé Kuendig, responsable du pôle recherche
Lysandre Lechelard, administration et secrétariat
Audrey Loetscher, collaboratrice scientifique (du 19 août au 31 octobre)
Tito Maresca, responsable finances et comptabilité
Maxime Mellina, responsable du pôle formation
Célestine Perissinotto, cheffe de projets senior
Camille Robert, co-secrétaire générale
Pascal Roduit, responsable du pôle administration et qualité, coordinateur CRIAD
Fabrice Rosselet, chef de projets senior
Sonia Saunier, cheffe de projets (jusqu'au 30 juin)
Aurélia Spini, cheffe de projets prévention
Nadia Yersin, cheffe de projets senior (dès le 23 septembre)

Civilistes et stagiaires
Eva Facchinetti, stagiaire
Raphaël Tanner, civiliste
Simon Gagnebin, civiliste
Delia Schulp, stagiaire
Cyrus Brüggimann, civiliste
Léo Tillmanns, civiliste
Simon Schönmann, civiliste
Gabriel Nasca, civiliste
Élodie Andrade Borges, stagiaire

RAPPORT FINANCIER

BILANS COMPARÉS 2024 ET 2023

Période du 1er janvier au 31 décembre

ACTIFS	2024	2023
Caisse	399.00	160.00
PostFinance 10-21391-8	754 357.02	890 986.70
Raiffeisen cpte ép. 9478 7919 1	126 046.14	125 364.50
Raiffeisen cpte garantie loyer 2850 3873 9	11 811.64	11 745.58
Raiffeisen cpte réserves 2292 2903 2	98 660.45	98 732.45
PostFinance AG EUR	56 839.99	0.00
Liquidités	**1 048 114.24**	**1 126 989.23**
Titres	**200.00**	**200.00**
Débiteurs	88 916.05	85 999.75
Autre créance à court terme	0.00	2 390.00
Créances résultant de la vente de biens et de prestations de services	**88 916.05**	**88 389.75**
C/c PILDJ	-903.31	8 371.42
Autres créances à couts terme	**-903.31**	**8 371.42**
Actifs de régularisation	0.00	0.00
Produits à recevoir	0.00	72 610.95
Actifs de régularisation (actifs transitoires)	**0.00**	**72 610.95**
ACTIF CIRCULANTS	**1 136 326.98**	**1 296 561.35**
Matériel informatique	10 000.00	10 000.00
Matériel de cours	1.00	1.00
Mobilier et installations	2 900.00	4 100.000
Immobilisations corporelles meubles	**12 901.00**	**14 101.00**
ACTIFS IMMOBILISÉS	**12 901.00**	**14 101.00**
TOTAL ACTIFS	**1 149 227,98**	**1 310 662.35**

PASSIFS	2024	2023
Dettes résultant de l'achat de biens et de prestations de services	**31 638.06**	**46 062.55**
Créanciers	31 632.87	46'062.55
Acomptes reçus de tiers	5.19	0.00
Dettes à court terme	**0.00**	**0.00**
C/c Parole des usagers	0.00	5 655.14
C/c Mandat intervention précoce	24 918.93	25 878.92
C/c Mandat Online Sucht	3 555.75	3 555.75
C/c Mandat MNT (news + Monitoring alcool et tabac)	5 175.71	5 175.71
C/c Mandat ProMeDro (OFSP)	0.00	46 495.65
C/c Mandat Justice et addictions	42 505.32	64 737.84
Mandats	**76 155.71**	**151 499.01**

PASSIFS	2024	2023
Décompte TVA	2 328.07	59 696.63
Autres dettes à court terme	**2 328.07**	**59 696.63**
Compte courant Institutions de prévoyance professionnelle	-2 685.50	-5 006.85
Compte courant AVS, AI, APG, AC	-7 663.70	-2 987.55
Compte courant Assurance-accidents	2 049.80	2 354.50
Compte courant Assurance maladie (indemnité journalière maladie)	2 322.60	3 231.50
Dettes de sécurité sociale	**-5 976.80**	**-2 408.40**
Passifs de régularisation (passifs transitoires)	0.00	0.00
CAPITAUX ÉTRANGERS À COURT TERME	**104 145.04**	**254 849.79**
Projet RIL	2 754.24	6 208.75
Projet collaboration hospitalière 22-27	497 599.01	417 731.48
Dépendances	0.00	3 773.30
Projet DB+site	0.00	7 388.00
Projet Recovery College Addictions	52 674.56	60 175.57
SuPo Suisse Romande	0.00	6 457.84
Projet Sites Stop	0.00	13 572.89
Projet Handicap et consommations	18 205.98	19 165.97
Projet paris sportifs et publicité World Cup 22	0.00	11 330.16
Projet Mes Choix	32 865.60	29 688.44
Projet Dry January	8 637.75	16 210.78
Projet «FAQ pour les proches»	0.00	4 692.00
Projet dépendance et précarité financière	0.00	8 417.90
Projet Journées Ai addictions 2023-24	0.00	3 237.74
Projet ADDIRIS	63 850.65	121 743.99
Projet CIPPAL	1 663.80	0.00
Projet Journées alcool 24-26	13 113.79	0.00
Projet Family 4 the Night innobooster	8 750.82	0.00
Projet parcours de jeu de joueurs de paris sportifs	17 165.64	0.00
CAPITAL DES FONDS AFFECTÉS	**717 281.84**	**729 794.81**
Capital libre	116 031.22	114'198.92
Réserve plan social	82 983.12	82 983.12
Fonds formation	13 000.00	13 000.00
Fonds communications	42 963.58	42 963.58
Réserve pour équipement	18 171.00	18 171.00
Réserve campagnes politiques	20 941.36	20 941.36
Réserve projet prévention	30 000.00	30 000.00
Fonds formations TSHM	1 927.47	1 927.47
Capital	**326 017.75**	**324 185.45**
Bénéfice de l'exercice	1 783.35	1 832.30
CAPITAUX PROPRES	**327 801.10**	**326 017.75**
TOTAL PASSIFS	**1 149 227.98**	**1 310 662.35**

COMPTES DE RÉSULTAT COMPARÉS 2024 ET 2023

Période du 1er janvier au 31 décembre

PRODUITS D'EXPLOITATION	2024	2023
Cotisations	60 750.00	58 310.00
Modules de formations	117 035.00	106 240.00
Journées de formations	9 130.00	0.00
Formation sur mesure	59 142.00	30 503.42
Indemnités interventions, formations	12 956.40	4 385.60
Produit de campagnes de collecte de fonds	**259 013.40**	**199 439.02**
Résultat s/Mandat- Campagne alcool (Dialogwoche und Dialogfelder)	0.00	57 600.25
Résultat s/Mandat intervention précoce	16 614.25	400.00
Produit RIL	13 876.04	24 182.93
Résultat s/Mandat Online Sucht	11 098.00	13 139.60
Résultat s/Mandat MNT (news + Monitoring alcool et tabac)	26 716.01	28 560.80
Résultat s/Mandat ProMeDro (OFSP)	131 515.02	80 000.00
Résultat s/Mandat Justice et addictions	18 962.36	15 120.00
Résultat s/Mandat Paroles des usagers	5 655.14	4 605.40
Résultat s/Mandat Recherche E-Games	0.00	70 037.62
Résultat s/Mandat Guide Médias (FR)	12 180.00	0.00
Résultat s/Mandat CRIAD	171 499.80	166 500.00
Résultat s/Mandat FORDD	127 288.75	127 288.73
Résultat s/Mandat PILDJ	155 000.00	155 000.00
Résultat s/projet portail addictions (CRIAD)	75 559.68	74 323.12
Mandats	**765 965.05**	**816 758.45**
Résultat s/ Rapport de synthèse financement offre addiction 22-23	0.00	35 999.97
Résultat s/Projet collaboration hospitalière 22-27	155 470.00	109 060.00
Produits projet DB + Site	7 388.00	0.00
Résultat s/Projet Revovery College	30 632.00	46 666.55
Résultat s/Projet santé sexuelle et addictions	0.00	10 700.00
Résultat s/Revues scientifiques	25 788.58	0.00
Résultat s/SuPo Suisse Romande	6 307.32	4 642.53
Résultat s/Projet Sites Stop	115 414.23	44 863.56
Résultat s/Projet Mes Choix	0.00	4 463.19
Résultat s/Projet paris sportifs et publicité World Cup 22	11 330.16	55 824.00
Résultat s/Projet résidentiel	0.00	29 991.83
Résultat s/Projet Dry January	47 562.33	17 732.00
Résultat s/Projet Behandlungsverläufe und Nachsorgeleistungen: Bestrandsaufnahme in der Praxis 2022-2023	0.00	34 044.59
Résultat s/Projet «FAQ pour les proches»	13 130.90	5 000.00
Résultat s/Projet dépendance et précarité financière	20 417.90	5 000.00
Résultat s/Projet Journée AI addictions 2023-24	0.00	7 607.96
Résultat s/Projet ADDIRIS	45 342.00	10 000.00
Résultat s/ projet plateforme informatique base de données (CRIAD)	0.00	10 544.99
Résultat s/Projet Renforcer le travail social dans le domaine de la toxicomanie	4 511.52	9 285.05
Résultat s/Projet CIPPAL	50 473.30	0.00
Résultat s/Projet journées alcool 24-26	10 070.21	0.00
Résultat s/Projet Reconfiguration Villa Flora addiction valais	6 345.97	0.00
Résultat s/Projet Family 4 the Night innobooster	2 599.18	0.00
Résultat s/ Projet parcours de jeu de joueurs de paris sportifs	9 557.76	0.00
Projets	**562 341.36**	**441 426.22**
Produits annexes résultant de livraisons et de prestations de services	266.20	181.40
Autres produits	9.87	140.18
Soutien 3K LStup	11 000.00	11 000.00
Dîme Fribourg	8 000.00	8 000.00
Dîme Neuchâtel	23 000.00	23 000.00
Dîme Vaud	100 000.00	100 000.00
Dîme Genève	33 000.00	33 000.00
Dîme Valais	14 250.00	9 000.00
Dîme Jura	4 750.00	4 750.00
Autres produits	**194 009.87**	**188 890.18**
ESCOMPTES	**-58.41**	**-34.77**
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	**1 781 537.47**	**1 646 660.50**

CHARGES D'EXPLOITATION	2024	2023
Promotion formation	-5 994.96	-3 706.74
Défraiements intervenants salariés	-39 750.00	-16 440.00
Défraiements intervenants indépendants	-10 085.00	-17 000.00
Défraiements intervenants institutions, assoc.	-29 647.00	-4 920.00
Frais de déplacement intervenants	-973.40	-1 139.80
Frais modules	-8 658.68	-7 140.85
Frais journées	-4 261.10	0.00
Frais certification	-1 314.99	-1 315.00
Frais formation sur mesure	0.00	-75.02
Formation GREA	**-100 685.13**	**-51 737,41**
Soutien aux plates-formes	-90.00	-659.23
Frais de délégation internationale (CLAT, IDPC, etc...)	-9 135.98	-3 218.75
Autres frais de délégation et représentation	-2 917.97	-4 312.49
Cotisations diverses	-2 464.48	-2 350.00
Comité GREA	-5 280.39	-4 344.52
Documentations (acquisition d'ouvrages)	-696.85	-5 989.19
Accueil participants	-2 516.69	-2 493.53
Coordination	**-23 102.36**	**-23 367.71**
CHARGES DE MATÉRIEL, DE MARCHANDISES ET DES PRESTATIONS	**-123 787.49**	**-75 105.12**
Salaires	-1 280 787.80	-1 200 073.35
Indemnités	0.00	-1 500.00
Prestations des assurances sociales	11 977.60	27 338.95
Autres charges de personnel	-4 735.99	-5 569.62
Charges de personnel Production	**-1 273 546.19**	**-1 179 804.02**
AVS, AI, APG, AC	-79 960.50	-81 696.85
Caisse d'allocations familiales (CAF)	-34 665.45	-33 481.15
Prévoyance professionnelle	-72 575.10	-68 245.40
Assurance-accidents	-1 343.75	-1 183.40
Assurance maladie (indemnité journalière maladie)	-8 997.90	-8 718.85
Charges sociales	**-197 542.70**	**-193 325.65**
Formations collaborateurs	-6 335.02	-5 090.00
Formation et formation continue	**-6 335.02**	**-5 090.00**
Frais de repas	-400.88	-435.50
Dépenses, voyage, voiture, nuitée	-3 080.89	-3 975.64
Autres charges de personnel	**-9 816.79**	**-9 501.14**
Auxiliaires (civilistes)	-22 482.02	-10 081.36
CHARGES DE PERSONNEL	**-1 503 387.70**	**-1 392 712.17**
Loyer	-45 269.40	-48 741.60
Entretien des locaux	-2 532.04	-4 271.48
Charges de locaux	**-47 801.44**	**-53 013.08**

ERR MACHINES ET APPAREILS DE PRODUCTION	**-3 092.94**	**-3 803.39**
ASSURANCES COMMERCIALES	**-401.25**	**-416.10**
Matériel et fourniture de bureau	-2 677.64	-4 525.93
Frais de communication	-4 861.01	-4 447.29
Frais de port	-3 390.66	-1 571.88
Honoraires & Programme pour la tenue de la comptabilité	-10 990.73	-12 908.87
Autres frais d'administration	0.00	-23.21
Charges d'administration	**-21 920.04**	**-23 477.18**
Frais informatiques	-38 074.53	-33 989.44
Nom de domaine sites internet	-4 018.88	-3 342.14
Frais informatiques	**-42 093.41**	**-37 331.58**
Publicité dans les journaux	-231.27	-928.51
Base de données	-5 939.88	0.00
Maintenance	-15 659.99	-5 400.00
Impressions et envoi réseau	-2 699.13	-13 634.92
Graphisme	-1 681.60	-4 357.17
Promotion	-1 246.48	0.00
Charges de publicité	**-27 458.35**	**-24 320.60**
Ajustement TVA	-17 855.30	-18 070.72
Autres charges d'exploitation	-645.00	-460.00
Autres charges d'exploitation	**-18 500.30**	**-18 530.72**
Amortissements et corrections de la valeur du matériel informatique	-6 559.99	-6 776.64
Amortissements et corrections de la valeur du matériel de cours	-1 200.00	-1 752.42
Amortissements et ajustement de la valeur sur actifs meubles	**-7 759.99**	**-8 529.06**
Intérêts débiteurs sur crédit bancaire	-332.30	-55.65
Frais bancaires	-545.34	-395.73
Différence d'arrondi	-0.22	0.27
Charges financières	**-877.86**	**-451.11**
PRODUITS FINANCIERS	**747.70**	**531.89**
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	**-169 157.67**	**-169 340.93**
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	**-1 794 549.51**	**- 1 635 325.87**
Charges hors exploitation	-250.00	0.00
Produits hors exploitation	532.50	180.00
Abandon de créance	-6 850.00	-16 334.27
Charges hors période	-1 682.42	-10 696.41
Produits hors période	24 828.66	19 180.70
RÉSULTATS EXCEPTIONNELS ET HORS EXPLOITATION	**16 578.74**	**-7 669.98**
BÉNÉFICE OU PERTE DE L'EXERCICE	**-1 783.35**	**-1 832.30**